

Directeurs et directrices mobilisés pour sauver les EVS

Depuis octobre dernier, plusieurs postes d'EVS (emplois vie scolaire) n'ont pas été renouvelés dans les écoles mulhousiennes. Un collectif de directeurs et directrices a interpellé la municipalité, l'inspection d'académie et les parlementaires.

Début décembre, un collectif de 53 directeurs et directrices d'écoles maternelles et élémentaires de Mulhouse a fait le point sur la situation actuelle des aides à la direction, assurées par des EVS (emplois vie scolaire). Ces EVS bénéficient d'un contrat aidé de l'État d'une durée d'un an, renouvelable. Ils travaillent 24 heures par semaine pour un salaire de 620 € par mois et bénéficient des congés scolaires. Ils assistent les directrices et directeurs dans de multiples tâches administratives et matérielles, permettant à ces derniers d'être disponibles pour répondre aux sollicitations des collègues, recevoir les parents, prendre en charge les élèves qui perturbent la classe...

Or, depuis cet automne, plusieurs contrats d'EVS qui arrivent à échéance n'ont pas été renouvelés et les directeurs se retrouvent à gérer mille urgences, au détriment de leur travail... de directeur.

« Dans le contexte sociologique mulhousien, compte tenu de l'importance des carences sociales et éducatives auxquelles nous sommes confrontés, en particulier en zone d'éducation prioritaire, le travail avec les parents est essentiel et prend beaucoup de temps. Si nous perdons l'aide de l'EVS, nous sommes submergés par toutes les tâches matérielles et administratives et nous ne pouvons plus mener ce travail d'accompagnement », témoigne Bernard Beck, directeur membre du collectif.

Sept écoles élémentaires préservées

À ce jour, sur les 20 écoles élémentaires mulhousiennes, huit sont d'ores et déjà sans EVS et sur les 12 restantes, cinq perdront leur EVS avant la fin de l'année scolaire, les sept autres arrivant à échéance en juin.

Alerté par un courrier des directeurs en novembre dernier, le maire de Mulhouse Jean Rottner a attiré l'attention de l'inspectrice d'académie Maryse Savouret sur la situation difficile des écoles mulhousiennes. L'inspection d'académie a accepté de prolonger exceptionnellement deux contrats, dans les écoles Wagner et Cour de Lorraine.

Une délégation d'enseignants a été reçue mi-décembre par l'adjointe chargée de l'éducation, Chantal Risser. Tout en restant à l'écoute des préoccupations du collectif, l'adjointe mulhousienne a rappelé qu'en matière d'EVS, la Ville n'était pas compétente.

Le collectif a écrit également, mi-décembre, aux parlementaires mulhousiens Arlette Grosskost, Francis Hillmeyer et Jean-Marie Bockel. Pour le moment, ces courriers sont restés sans réponse.

Enfin, le collectif a sollicité un rendez-vous à l'inspection d'académie.

Les enseignants espèrent être entendus et sauver ces postes qu'ils jugent essentiels pour le maintien de la cohésion sociale et la réduction des inégalités dans les écoles publiques mulhousiennes.